

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO
Commission Paritaire 63570

N°994 du 18 Avril 2009

Hebdomadaire 1 €

EDITORIAL

SOCIETE DE VIOLENCE ET SOCIETE DE CONFIANCE

A Londres, pour protester contre le G 20, à Strasbourg pour perturber la réunion de l'OTAN, dans les universités pour rejeter les réformes en cours, dans les entreprises pour faire céder les dirigeants, la violence s'est installée, et l'on peut redouter son escalade. Cette Nouvelle Lettre rappelle les principales manifestations de cette violence, et en explique les vraies causes. Il y a de quoi se désespérer, tant les racines semblent profondes : échec scolaire, fanatisme communautariste et religieux, désintégration de la famille, inadaptation au travail, résurrection de la lutte des classes, tout se mêle pour nous laisser entrevoir des lendemains qui chantent.

Je voudrais vous inviter à fuir cette sinistrose, bien compréhensible au demeurant, pour rappeler simplement qu'il existe une autre façon de vivre ensemble dans une société civilisée. La barbarie présente ne doit pas faire oublier que les êtres humains ont inventé la civilisation, c'est-à-dire l'art de vivre ensemble en harmonie.

Il y a quelques années Francis FUKUYAMA faisait le parallèle saisissant entre ce qu'il appelait les « sociétés de puissance » et les « sociétés de confiance ». Sans doute une société de puissance est-elle apparemment préférable à la société de violence, puisque le pouvoir politique y est au moins en mesure de canaliser et de réprimer la violence des bandes, des factions, ou des individus asociaux. La violence n'y est tolérée que lorsqu'elle est légale, exercée par ceux qui détiennent le pouvoir absolu. Mais rien ne vient limiter cette violence d'Etat, et les Etats eux-mêmes entraîneront les peuples dans la guerre, l'affrontement. L'Etat-gendarme, cher à Hobbes, est-il réellement la solution ?

FUKUYAMA, à la suite de Locke, mise davantage sur la sagesse des hommes et les vertus qui le séparent de l'animal. Les animaux sont régis par la loi du plus fort, la « loi de la jungle ». Les hommes sont les seuls êtres vivants capables de se comporter différemment, et de substituer la loi du contrat, de l'entente, de la concession et de la compréhension à la loi de la violence, fût-elle légalisée. Pour y parvenir, ils doivent entretenir des relations de confiance.

Ils doivent se respecter mutuellement, et reconnaître l'égalité en dignité de chaque être humain. Ils doivent honorer leurs engagements, avoir le sens de la parole donnée. Ils doivent avoir le sens du service, car on ne peut s'entendre avec les autres qu'en leur rendant service.

Voilà pourquoi l'économie est au cœur de la société de confiance. L'économie est fondée sur l'échange, et plus précisément sur l'échange de services. « Les besoins des uns créent les emplois des autres » : cette publicité à la mode est une heureuse expression de la loi de Say et de la philosophie de Bastiat. Créer une valeur, créer une richesse, c'est savoir aller au devant des insatisfactions, c'est aller vers les autres. Contrairement à ce que l'on dit sans réfléchir, il n'y a rien de plus extraverti que le marché.

De manière générale, nous ne nous connaissons qu'à travers les autres. De la sorte, l'échange permet l'épanouissement de tous ceux qui y participent. Par contraste l'autarcie nous ramène à la préhistoire de la civilisation.

Voilà, de mon point de vue, ce qu'il faut dire et répéter autour de nous : l'économie ce n'est pas la guerre, c'est l'échange, ce n'est pas le rapport de force, c'est le service mutuel.

Allez-vous me considérer comme un rêveur, ou un naïf ? Je vous répondrai par l'histoire. Histoire des Français et des Allemands qui après s'être sauvagement étripés au cours des deux guerres les plus meurtrières que l'humanité ait connues, sont aujourd'hui des partenaires et des amis. Histoire de ces

peuples d'Europe Centrale et de l'Est qui ont connu un formidable essor dès qu'ils ont été libérés de la peur, d'un régime où parents et enfants, amis et connaissances se méfiaient les uns des autres. Histoire actuelle de ces dizaines de milliers d'entreprises qui prospèrent parce que tout le monde a le sentiment de travailler à la prospérité commune, au meilleur service de la clientèle, où les initiatives et les aspirations du personnel trouvent leur place naturelle. Histoire de ces écoles et lycées où enseignants, parents et élèves forment une communauté éducative. Histoire de ces familles heureuses car elles savent rester unies dans l'adversité et le doute. Rendons-nous à cette évidence : dans la vie quotidienne et dans le monde contemporain, quoi qu'on en dise, il y a plus d'harmonie que de conflits, plus de générosité que de rapacité, plus d'humilité que d'orgueil.

Tirons maintenant les leçons de cette évidence. D'une part, ne voyons pas l'humanité comme la présentent les médias et tous ceux qui recherchent et exercent le pouvoir : ils divisent pour mieux régner, ils dramatisent pour mieux séduire. D'autre part, sachons voir la vie de façon économique, c'est-à-dire en termes de coordination, d'entente, comme une création, et ne nous résignons pas à la subir de façon politique, c'est-à-dire en termes d'opposition, de lutte, de destruction, comme un jeu à somme nulle où l'on ne peut gagner qu'en faisant perdre l'autre.

Nous, libéraux, avons une responsabilité particulière dans ces périodes troublées : garder le cap, montrer le chemin, rappeler les valeurs fondatrices d'une économie de libertés. De la sorte nous pourrions rassurer sincèrement tous ceux qui désespèrent, et nous motiverons de nouveaux artisans de la société de confiance.

Jacques Garelo

Conjoncture

SAUVES PAR LE FMI

Jacques Garelo a commenté (« Du jamais vu ») le fameux sommet du G20, avant que la Nouvelle lettre et Libres.org ne partent en vacances de Pâques. Il semble bien qu'au-delà des mesurées, des décisions politiquement correctes (paradis fiscaux), des confirmations (5000 milliards de plan de relance, annoncés au préalable) et des bonnes nouvelles sur le libre-échange, il y ait un grand vainqueur : le FMI. Le voilà doté de nouveaux moyens et chargé d'un rôle central. Cela fera des dépenses en plus et plus de bureaucratie, cela contentera DSK et cela n'aura aucun effet bénéfique sur l'économie mondiale.

Le FMI seul vestige de Bretton-Woods

Tous nos confrères d'accord : « Le FMI acquiert un rôle central et gagne des moyens considérables » (Les Echos) ; « Le Fonds monétaire international placé au centre de la régulation mondiale » (Le Monde) ; « Le FMI sera le pilier de la relance économique mondiale » (Le Figaro). Du coup, DSK a été la vedette de la semaine qui a suivi le G20 : interviews dans tous les journaux, hausse dans les sondages ; il va sauver le monde, tel Superman, et, lorsqu'il aura fini, en 2012, il viendra sauver la France.

Le FMI existe depuis 1944 et les accords de Bretton-Woods ; c'est la seule survivance de ces accords monétaires. Il est représentatif de ces grandes bureaucraties internationales, fournissant du travail et des revenus élevés aux bureaucrates (2 400 salariés). Il est sensé fixer les règles du jeu du système monétaire international, mais en réalité, surtout dans un système de changes flottants, il ne contrôle rien du tout : sa seule vraie décision, le 1^e avril 1978, a été d'officialiser la généralisation des changes flottants, qui, de fait, existaient déjà.

Certes, il reçoit des cotisations des membres (des quotas), et accorde des aides financières, non pour le développement, mais pour aider à passer un cap difficile (comme un déficit des paiements, un besoin de devises) ; il accompagne ses « aides » de conditions sur le redressement du pays : les gouvernements du tiers-monde mettent leurs plans d'austérité sur son dos, pour ne pas

paraître les avoir décidés eux-mêmes. Enfin, le système de double vote est complexe (un pays une voix, mais aussi un autre vote, proportionnel aux quotas) : voilà pourquoi il est quasi-impossible de se mettre d'accord. Si on a la majorité des quotas (les plus riches), on n'a pas la majorité des pays (les plus pauvres) ou inversement.

« Le seul inconvénient est le risque inflationniste »

Le « budget » du FMI est environ de 250 milliards. Après le G20, ses ressources vont tripler, passant à 750 milliards. Une partie viendra d'emprunts, sous forme bilatérale, fournis par le Japon et l'Europe essentiellement (100 milliards chacun) : encore de l'argent mis artificiellement en circulation. Jacques Rueff parlait déjà il y a 50 ans « des plans d'irrigation pendant le déluge ». Il pourra aussi vendre son or (403 tonnes), ce qui risque de faire chuter les cours et de diminuer les recettes. Il y aura aussi 250 milliards de « nouveaux apports d'emprunts » provenant de 26 pays créditeurs : toujours des liquidités. Des pays comme la Suisse, montrés du doigt, vont-ils obtempérer ?

A ces 750 milliards, il faut ajouter une création purement artificielle : 250 milliards de DTS en plus, monnaie de réserve créée de toutes pièces en 1967, reposant sur un panier de devises. Certains, comme les Chinois, rêvent de voir les DTS remplacer le dollar, mais les sommes sont faibles par rapport aux dollars en circulation et les DTS ont tous les défauts du constructivisme : création purement fictive ne reposant sur aucune réalité. Mais toujours des liquidités en plus. Destinées à qui ? On n'en sait rien. DSK a ce commentaire étonnant : « Cela crée une liquidité internationale supplémentaire. Le seul inconvénient est le risque inflationniste, mais il est aujourd'hui limité ! Cela revient aussi à faire fonctionner le FMI presque comme une banque centrale ». Voilà qui nous rassure tout à fait !

Et puis ? C'est à peu près tout. Les dirigeants du FMI seront désormais choisis « en fonction de leur compétence » et non de leur nationalité. DSK ne s'est pourtant pas vexé. Et la régulation dans tout cela ? On croyait que le FMI serait le cœur de la nouvelle régulation fondant le nouveau capitalisme. Le Monde l'affirme : le FMI « se trouve propulsé par le G20 au poste de superviseur de l'économie et de la finance mondiale ». Il a été investi « d'un rôle de vigie pour détecter à temps les périls et de supervision renforcée des nouvelles régulations financières ».

Yes, we can

Il est vrai que Le Monde ajoute que cela signifie que le FMI « est prié de sermonner » même les Etats-Unis... Si c'est juste un sermon, cela nous inquiète moins. D'ailleurs DSK lui-même a pris soin de déclarer au Figaro, à propos de la régulation mondiale : « On a souvent voulu attribuer au FMI un tel rôle. Je ne suis pas sûr que l'on ait besoin d'un grand régulateur au niveau mondial. Mais de toute façon, ce n'est pas notre mission. » Patatras. Voilà les illusions qui s'effondrent : si les socialistes eux-mêmes ne veulent pas d'un grand régulateur mondial, où allons-nous ? Pour ajouter à la confusion, le communiqué officiel du G20 précise que « des régulations et une vigilance renforcées doivent promouvoir la propriété, l'intégrité et la transparence » et notamment « encourager le discipline de marché ». Si c'est cela, la régulation, alors vive la régulation !

Bien entendu, nous ne sommes pas naïfs, tout cela est de la communication politique. Comme la déclaration finale dit tout et son contraire, on peut très bien demain avoir une vraie régulation capable de paralyser l'économie. Mais ce qui nous inquiète le plus, c'est ce que dit la déclaration du G20 sur le rôle des institutions financières mondiales (FMI compris) pour soutenir la croissance « en aidant à financer les dépenses contra cycliques, la recapitalisation des banques, les infrastructures, le financement du commerce internationale, le soutien de la balance des paiements, le renouvellement de la dette et l'aide sociale » ! Vaste programme.

Le FMI ne sauvera pas la planète ; mais il va contribuer encore un peu plus à l'illusion d'une relance par la demande, financée par création monétaire. Cela promet pour demain un beau « désordre monétaire » comme disait Rueff, des dettes à n'en plus finir et une fuite en avant dans l'inflation. « Rétablissez l'ordre monétaire, ou acceptez l'esclavage » ajoutait-il. Lénine savait que « le plus sûr moyen de détruire le capitalisme, c'est de détruire sa monnaie ». Désormais, avec le FMI, « yes, we can ».

Jean-Yves Naudet

REPRESENTATIVITE SYNDICALE : LA BOMBE A RETARDEMENT

En France, les syndicats sont à l'évidence peu représentatifs : moins de 8% des salariés appartiennent à un syndicat, essentiellement dans le secteur public ; le taux de syndicalisation tombe à moins de 2% dans le privé. Mais il existe des règles officielles de représentativité. On a vécu longtemps (jusqu'à la récente loi de 2008) avec un système de représentativité irréfragable pour 5 syndicats, reconnus partout : CGT, FO, CFDT, CFTC, CGC. Cette liste avait été établie (suite à diverses scissions : CGT/FO, CFDT/CFTC) à partir de critères parfois surannés, comme l'attitude patriotique pendant l'occupation.

Le système a récemment changé, et la représentativité peut être acquise suivant de nouvelles modalités. Tous les syndicats ayant une certaine ancienneté, même non reconnus représentatifs, peuvent se présenter au 1er tour d'une élection au comité d'entreprise. En revanche, il ne peut y avoir de candidatures libres de non-syndiqués au 1^{er} tour (sauf si le nombre de votants est inférieur à 50%) ; au second tour, les candidatures deviennent libres. La représentativité est reconnue après l'élection, en fonction de divers critères, dont le plus important est d'avoir obtenu au moins 10% des voix au niveau de l'entreprise (8% pour être reconnu au niveau de toute une branche et 8% pour l'être au niveau national).

Quelle importance ? Cela a au moins deux conséquences. La première, c'est que seuls les syndicats reconnus représentatifs (donc ayant eu au moins 10% des voix dans une entreprise) bénéficient de moyens, parfois considérables, en locaux, en temps disponible pour des permanents syndicaux, etc. ce qui veut dire que se met ainsi en place un système qui sera parfaitement verrouillé : comment un syndicat qui n'est plus reconnu représentatif dans une entreprise pourrait-il lutter à armes très inégales contre un syndicat bénéficiant de nombreux avantages humains et matériels ? C'est la prime aux sortants, le marché parfaitement verrouillé (un peu comme en politique avec temps de parole et moyens financiers en proportion des résultats précédents). En outre, les syndicats modérés font observer que les élections n'ont pas lieu dans les petites entreprises, ce qui écarte 50% des salariés en retenant le critère des voix aux seuls comités d'entreprise (et non à des élections nationales comme les prud'hommes).

Deuxième problème : désormais, la loi prévoit que, pour signer un accord, il faut représenter au moins 30% des voix (et être un syndicat représentatif). En pratique, les syndicats les plus politisés (CGT et FO) arrivent souvent en tête, mais en s'alliant les réformistes (CFTC, CFDT depuis son recentrage et CGC) pouvaient signer un accord. Désormais, comme beaucoup de ces syndicats sont proches de 10% (et souvent un peu moins), l'alliance des réformistes reconnus représentatifs n'arrive que rarement au seuil des 30%. Résultat : c'est surtout la CGT qui devient le cœur de la question. Si elle ne signe pas, ni FO, aucun accord ne sera valable.

On vient de mesurer les premiers effets de cette bombe à retardement et on le verra de plus en plus dans les mois à venir. C'est ainsi que les élections à la SNCF ont donné 39,3% à la CGT, 18,05% à l'UNSA, 17,67% à SUD-Rail, (syndicat dont on connaît l'extrémisme, désormais bien installé et reconnu représentatif), 11,59% à la CFDT (alliée à la FGAAC, puisque le système incite à des groupements pour arriver aux 10%). Sont donc non reconnus la CFTC (5,4%) et l'alliance FO-CFE-CGC, (7,95%). Ces derniers perdent donc les agents détachés en service libre, des moyens financiers importants et ont peu de chance de revenir dans le jeu. En attendant, s'il doit y avoir un accord, les « réformistes » (CFDT et UNSA) n'arrivent pas tout à fait aux 30% (de très peu). Donc aucun accord ne pourra être signé sans la CGT, désormais totalement maîtresse du jeu (Sud-Rail, syndicat d'extrême gauche, ne signera jamais rien)

Le système mis en place est donc explosif, et risque d'empêcher toute négociation sociale d'aboutir, tout en maintenant à l'infini la position dominante d'extrémistes, CGT en tête. On va le voir partout dans les mois à venir. Bien entendu, une réforme libérale aurait consisté à mettre fin à tous les privilèges syndicaux, agents détachés, financements, y compris au monopole des candidatures au 1^{er} tour ; faute de vouloir affronter les syndicats sur ces points, on a choisi ce système idiot, bien sûr approuvé par les « gros » syndicats et rejeté par les autres : on a ainsi fait le lit de la CGT, qui va continuer à « cogérer » les entreprises publiques.

LE RETOUR DE LA VIOLENCE

Si l'Etat a bien un rôle fondamental à jouer, c'est celui du maintien de l'ordre, car la sécurité est la seule manière de garantir l'intégrité des personnes et des biens et donc le droit à la vie ou le droit de propriété. Or, depuis des années, la violence se développe en France. Pas seulement la délinquance (vol, agressions à caractère crapuleux ou sexuel), mais la violence dans les rapports sociaux, dans la vie sociale en général. Il faut y voir l'impact des discours de lutte des classes, attisée par l'extrême-gauche et en particulier le NPA de Besancenot. S'il y a un exploiteur et un exploité, des méchants et des gentils, il est normal que les exploités se révoltent. Nous récoltons ce qu'un certain nombre de politiques et d'intellectuels ont semé.

Bien sûr, il y a les casseurs professionnels, non pas des délinquants classiques, mais des militants anarchistes ou trotskistes. On les a vus à l'œuvre à Strasbourg. Certains de nos confrères ont constaté qu'ils s'attaquaient aux symboles du capitalisme, comme les grandes surfaces : nourrir les gens, quel scandale en effet. Ils ont aussi détruit hôtels, pharmacie, ou tagué une église : tous de hauts lieux du grand capital. Même scénario en Corse, où tous les prétextes sont bons pour défier l'ordre républicain. Mais deux domaines méritent d'être cités. Il y a d'abord les violences dites sociales : dans les entreprises en difficulté, on s'attaque aux bâtiments, aux cadres et surtout aux PDG. La séquestration des PDG est un sport à la mode. C'est une atteinte fondamentale à un droit essentiel, celui de se déplacer librement et cela dénote une conception affligeante des questions économiques : ces salauds de patrons font exprès de licencier le personnel par pur sadisme ; une bonne séquestration et ils comprendront leur erreur et créeront des emplois !

Pourquoi nous étonner ? En dehors de cette culture de la lutte des classes, directement inspirée du marxisme, il y a aussi tous ceux qui mettent de l'huile sur le feu ; Ségolène Royal déclare « comprendre la révolte » et ses amis socialistes déclarent comprendre Ségolène ! « Les salariés doivent forcer le barrage de l'injustice absolue » dit-elle : en se faisant justice eux-mêmes, si question de justice il y a ? Grand progrès de civilisation. Les syndicats sont paraît-il embarrassés. Mais la CGT a une longue tradition de violence, dont le port de Marseille, par exemple, fait régulièrement les frais. Le secrétaire général de FO condamne les violences de Strasbourg, mais les distingue des coups de force des salariés lorsque « la négociation est complètement coincée ». C'est donc qu'il y aurait une bonne et une mauvaise violence !

Bien entendu, le sommet est atteint dans les universités. Depuis quelques jours, la mode est à la séquestration des présidents d'université, certes en majorité de gauche, mais pas assez à gauche pour nos apprentis révolutionnaires. Mais la violence est quotidienne. Blocage de l'entrée des facs, AG non représentatives votant à main levée, refus de toutes les procédures de vote protégé (internet, bulletin secret) : seuls les éléments « conscientisés » (ceux des AG) doivent s'exprimer ; il y a des facs où aucun cours n'a eu lieu depuis le début du semestre, alors que dans les universités où l'on travaille, les cours sont pratiquement terminés ; commandos cagoulés détruisant le matériel pédagogique coûteux ; course après les non grévistes quand les universités veulent organiser des cours en dehors des lieux de blocage ; menaces physiques ou verbales ; nombreuses personnes extérieures aux universités, purs agitateurs professionnels.

Le Figaro a tenté d'établir une courte liste des problèmes les plus récents. Extraits : CA envahi à Toulouse II, un tribunal étant dressé pour que le président rende des comptes, portes et cloisons défoncées. Brest : agression du président par des personnes cagoulées. Perpignan : idem, avec des portes arrachées et propos racistes en prime. Lyon II : l'ancien président séquestré dans une salle de cours et sauvé par son successeur. Montpellier III : amphithéâtre dévasté. Brest : démontage des portes par des individus cagoulés avec des perceuses. Orléans : blocage des issues par des individus cagoulés, avec de la résine dans les serrures et mise à feu d'un chêne devant une entrée. Et ainsi de suite.

Pendant ce temps, les étudiants étrangers s'en vont pour toujours, à part les Chinois qui achètent de faux diplômes. Et vos impôts paieront la facture. Il paraît qu'ils servent aussi à payer police et justice ; mais pour l'instant, l'Etat est aux abonnés absents : il relance...

LES BONS REMÈDES DU DOCTEUR DELORS

Peut-il exister un personnage plus rassurant que Jacques Delors ? Certes, il est socialiste, mais enfin il vient de la démocratie chrétienne, a travaillé avec Jacques Chaban-Delmas sous Pompidou, et a aujourd'hui la réputation d'un sage, tirant le PS vers une social-démocratie de bon aloi. Et pourtant, ses propositions, toujours poliment formulées, apparemment toutes en nuances, nous laissent rêveurs.

Sa dernière interview au journal *Le Monde* comporte plusieurs passages intéressants. Le premier porte sur la relance, dont il approuve le principe, tout en souhaitant plus de relance par la consommation. « J'aurais été partisan qu'on équilibre davantage les mesures de soutien à la consommation et d'aide à l'investissement ». Mais c'est la suite qui est passionnante : « Il y a un autre problème que personne n'ose poser : pourra-t-on sortir de cette crise sans un petit peu d'inflation ? La Commission européenne devrait bâtir quelques scénarios avec la BCE, prévoyant ou non un taux d'inflation au dessus de 2% qui permettrait, sans être galopant, de faciliter la reprise et le remboursement des dettes. Je pense qu'il sera difficile d'obtenir un rebond de l'économie, compte tenu de notre endettement, sans accepter provisoirement un peu plus d'inflation rampante ».

D'abord, il y a tout le keynésianisme dans ces phrases : plus de relance, plus d'inflation, pour avoir moins de chômage. On passera de l'équilibre de sous-emploi à un équilibre de suremploi, pour parler comme les keynésiens. Car pour Keynes, ou il y a inflation, ou il y a chômage ; comme nous avons du chômage, créons de l'inflation pour le faire disparaître. Ensuite, Jacques Delors, que l'on avait pourtant connu partisan de la « désinflation compétitive », devrait savoir que l'inflation rampante, cela ne dure pas et cela se transforme vite en inflation ouverte : lorsque les vannes sont ouvertes, plus rien n'arrête l'inflation ; c'est comme un dentifrice ; il est facile de le faire sortir du tube, beaucoup plus délicat de l'y faire sagement rentrer après.

Mais le plus intéressant, c'est cette idée que l'inflation facilitera « le remboursement des dettes ». Voilà un raisonnement d'une honnêteté scrupuleuse : comme l'Etat augmente ses dépenses et provoque des déficits, il vit à crédit, ce qui entraîne une charge lourde de la dette et devra être remboursé demain. Pourquoi ne pas alléger cette charge en remboursant en monnaie de singe, en monnaie dévaluée ? L'inflation entraîne une perte de pouvoir d'achat de l'unité monétaire. Si l'Etat, comme c'est le cas actuellement, a une dette de 1400 milliards d'euros et si l'inflation est de 10% par an, par exemple, la dette réelle pèse de moins en moins lourd, puisqu'elle s'allège de 140 milliards dès la première année, et ainsi de suite. C'était la grande politique de la IV^e république : faisons tourner la planche à billets, créons de l'inflation, et la dette publique sera moins lourde. C'est du vol pur et simple, il n'y a pas d'autre mot : ceux qui ont épargné, mais aussi ceux qui touchent des revenus fixes non indexés sont spoliés. Les épargnants qui ont prêté sont d'affreux capitalistes. Même le petit titulaire du livret A ? Même lui. Quant aux salariés, ils n'ont qu'à se retourner contre leurs employeurs pour réclamer un ajustement de leurs salaires : ce qui ne manquera pas de pousser davantage encore les prix à la hausse : l'inflation se nourrit d'elle-même ! Ainsi l'inflation est-elle un impôt, le plus injuste des impôts. Recourir à l'inflation pour alléger la dette publique, c'est immoral et inefficace.

Mais Jacques Delors a d'autres bonnes idées. L'impôt inflation ne suffit pas. Pourra-t-on éviter d'augmenter les impôts, lui demande le journaliste ? Réponse « Sûrement pas. L'impôt citoyen par excellence, c'est l'impôt sur le revenu. Eluder la réflexion sur ce sujet constitue une grave erreur, au moment où il faut impérativement investir dans le social ». Voilà l'impôt progressif soudain paré de toutes les vertus. Et il faut l'augmenter, donc dépasser la progressivité actuelle qui s'arrête à 50% (bouclier fiscal), ce que pourtant même des Cours suprêmes considèrent comme contraire aux droits fondamentaux. Et il suffirait de lâcher le mot magique « un impôt citoyen » pour que cela devienne moral ? C'est encore de la spoliation pure et simple.

Modéré, Jacques Delors ? Que disait-il en 1981, lui, ministre de l'économie, face à la nationalisation du tiers de l'industrie et de 100% des banques, quand le PS courrait après le PC ? Rien. Il n'a pas démissionné. Cela aurait pourtant été un comportement « citoyen ».

IMPOTS LOCAUX : L'EXPLOSION

Nous l'avions annoncé : les nouvelles taxes, la hausse des cotisations sociales, l'explosion des dépenses publiques, puis des déficits publics et de la dette, tout cela n'était que le hors d'œuvre. La vraie hausse des impôts est encore à venir. Pour les impôts d'Etat, c'est pour demain. Pour les impôts locaux, c'est déjà pour aujourd'hui. Les informations que publie notre confrère Les Echos, à partir de l'enquête réalisée par le Forum pour la gestion des villes, sont en effet très inquiétantes, car c'est maintenant que les hausses ont été décidées, et la facture sera présentée aux ménages avec l'arrivée des feuilles d'impôts à l'automne, donc après les élections européennes.

Selon notre confrère, les hausses des taux d'impôts (taxe d'habitation et taxe foncière) sont en moyenne de 5,1% pour les 40 plus grandes villes de France et de 6,2% pour les départements. Comme le dit poliment Les Echos, « les nouvelles équipes municipales emmagasinent les recettes pour financer leurs promesses ».

On notera quelques belles performances. Pour les grandes villes, la hausse du taux de taxe d'habitation est de 17,7% (en un an bien sûr) à Nice (et de 16,5% pour le foncier bâti). Elle est de 11,7% à Paris (merci, M. Delanoë ; quant à la taxe sur le foncier bâti, elle progresse à Paris de 47% ! Record battu), de 12,3% à Argenteuil, de 11,9% à Grenoble, de 11,2% au Havre, de 10,7% à Montpellier, de 10,3% à Metz, de 11,2% à Rennes. Le seul cas où il y a diminution (à Nantes, - 5%) est plus que compensé par la hausse de la taxe foncière (+14,3%). Les hausses les plus faibles sont à Toulon, à Reims et à Aix en Provence, où notre ami Gérard Bramoullé, adjoint aux finances, veille sur les contribuables. Commentaire des Echos « Au final, seules les villes de Reims, Aix en Provence et Toulon conservent une pression fiscale identique ou quasi-identique à celle de 2008 » (la seule hausse provient de la revalorisation -2,5%- par l'Etat de la valeur des bases, mais là les collectivités n'y sont pour rien).

Les départements ne sont pas en reste. Les taux d'imposition entre 2008 et 2009 progressent de 30% dans les Hautes-Alpes, de 17,6% dans le Nord, de 16,9% dans le Cher, de 15% dans l'Ain, de 14,9% dans les Alpes-Maritimes, de 14,8% dans le Lot-et-Garonne, de 14,7% en Seine-Maritime, de 12,8% dans la Somme, de 12% en Indre-et-Loire ou encore de 11,9% en Ille-et-Vilaine ! Mais il n'y a pas que les impôts locaux sur les ménages. La taxe professionnelle se porte bien elle aussi (il faut bien en profiter avant sa suppression) avec +7,9% à Paris, 5,4% au Mans, 5,1% à Amiens, 4,8% à Lille, 4,6% au Havre, 4,2% à Boulogne-Billancourt, 4,1% à Rouen ou 3,8% à Rennes : de quoi encourager nos entreprises...

Faut-il s'en étonner ? Il y a là une conséquence claire du socialisme municipal (qu'il soit de gauche ou de droite) : toujours plus de dépenses, donc, forcément, toujours plus d'impôts. Promesses inconsidérées, démagogie, bureaucratie, mythe du service public, tout cela a contribué à cette explosion. Comme nous sommes après les élections municipales et cantonales, la logique du marché politique joue à plein : on augmente les impôts au début, on se calme à la veille de l'élection suivante, tout en inaugurant ce qui a été financé au début. Certes, il y a aussi des raisons conjoncturelles : face à la chute des mutations immobilières, donc des recettes fiscales qu'elles génèrent, il a bien fallu compenser en augmentant plus les autres impôts. Mais on aurait pu songer d'abord à réduire les dépenses et le périmètre des interventions des collectivités locales.

Mais comment ce socialisme municipal a-t-il pu se développer ? On est dans un système mi-centralisé, mi-décentralisé, cumulant les inconvénients des deux. Les collectivités dépendent beaucoup du bon vouloir de l'Etat, qui leur impose des dépenses (comme le RMI-RSA pour les départements). Mais en même temps on est loin d'une vraie décentralisation, car les collectivités locales ont peu de marge de manœuvre pour leurs impôts. Une vraie décentralisation les rendrait plus responsables et permettrait de faire jouer une vraie concurrence fiscale, à la baisse cette fois, pour attirer des résidents et des entreprises. G. Bramoullé a fort bien expliqué cela dans son livre « Finances et libertés locales-pourquoi l'explosion des impôts locaux- » - Librairie de l'université d'Aix et IREF (2006).

LES FRANÇAIS SE MEFIENT DE LA BOURSE

La crise actuelle, même si elle a pour origine le laxisme des banques centrales et les obligations faites aux banques de prêter à des ménages non solvables, a entraîné une vaste crise de confiance qui a des répercussions en bourse : les cours ont fortement chuté ces derniers mois. Le baromètre TNS Sofres pour les Echos et la Banque Postale montre une évolution inquiétante de l'opinion des épargnants par rapport à la bourse. Comme le dit notre confrère, « les marchés les effraient de plus en plus ». Certes, de plus en plus de personnes se disent intéressées par la bourse, mais de plus en plus en ont peur.

A la question l'évolution de la bourse vous incite-t-elle à acheter des actions : 29% des actionnaires répondaient oui en juin 2007, 19% aujourd'hui ; 10% du grand public répondait oui en juin 2007, 6% aujourd'hui. L'épargne est à son point le plus bas depuis 2004 ; jamais aussi peu de personnes interrogées déclarent mettre de l'argent de côté. Dans l'ensemble des placements, quand on leur demande quels sont les placements risqués, 90% répondent les actions (contre 80% il y a 18 mois) et 77% les obligations. Il n'y a plus que 14% des gens qui pensent que c'est un bon moment pour acheter en bourse.

Tout cela n'est guère encourageant. Faut-il s'en étonner ? Bien sûr, il y a la crise : les gens ont moins d'argent, moins de pouvoir d'achat. Bien sûr, il y a la crise de confiance, qui touche aussi la bourse : le risque apparaît énorme et on ne parle que de la chute des cours. Mais il y a bien d'autres éléments. En effet, les Français pourraient se dire que la bourse a tellement chuté que c'est le moment d'acheter, au plus bas, et d'attendre la hausse des cours avec la reprise économique, qui viendra bien un jour.

Pourquoi ne le font-ils pas ? Le contexte d'argent « facile » créé par la faiblesse du taux d'intérêt tue l'esprit d'épargne. Mais il y a encore le poids de la fiscalité, particulièrement lourde pour l'épargne en France – ce qui explique peut-être l'exil vers les « paradis fiscaux ».

Il y a surtout la pression énorme contre l'épargne : tous les discours incitant à la dépense, sur laquelle on mise sur la relance. La cigale est plus valorisée que la fourmi.

On entend même le couplet éculé sur la lutte des classes : seuls les capitalistes et les spéculateurs vont à la bourse, qui est un piège pour les travailleurs. Ajoutons la part de l'ignorance économique, qui fait de la bourse un casino. Investir en bourse, c'est bon pour les nantis, c'est un sport de riches.

Si les épargnants qui investissent en bourse savent être prudents, diversifier leurs risques et attendre des jours meilleurs (tant qu'on n'a pas vendu, on n'a pas perdu) ils sont forcément gagnants : la rentabilité des actions sur une période longue, même comprenant des accidents comme ceux de 1929 ou 2001, se situe toujours entre 7 et 9%. L'économie française a impérativement besoin d'un retour à la bourse, elle est l'une des armes indispensables pour la vraie relance.

AU SOMMAIRE DU N°994 :

EDITORIAL : Société de violence et société de confiance pp. 1-2

CONJONCTURE : Sauvés par le FMI pp. 2-3

ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR : Représentativité syndicale : la bombe à retardement p. 4 - Le retour de la violence p. 5 – Les bons remèdes du Docteur Delors p. 6 – Impôts locaux : l'explosion p. 7 – Les Français se méfient de la bourse p. 8.

ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : € 40.00.

ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : € 95.00.

LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org